



## DEUX (2) ANS AVANT LA DATE BUTTOIR DES OMD : CONTRIBUTION DE DEMI-E ET SES PARTENAIRES AU NIVEAU LOCAL



## RAPPORT ANNUEL 2012

*Siège Social: Zinder*  
*BP 143, Tél: +227 20 510 417*  
*Web: [www.demi-e.org](http://www.demi-e.org)*  
*Em@il: [ongdemie@yahoo.fr](mailto:ongdemie@yahoo.fr)*  
*Skype: [ong.demi.e.zinder](https://www.skype.com/name/ong.demi.e.zinder)*



- ✚ Transférer la technologie adaptée et maîtrisable aux communautés villageoises ;
- ✚ Prendre en compte l'aspect genre ;

### **Comment nous contacter ?**

Visiter DEMI-E à son siège Social à Zinder  
Quartier Kouran Daga à coté du Consulat de France  
Tél : 20 510 417  
BP 143 Zinder  
Site web : [www.demi-e.org](http://www.demi-e.org)  
Em@il: [ongdemie@yahoo.fr](mailto:ongdemie@yahoo.fr)  
Skype : ong.demi.e.zinder

## NOS PARTENAIRES EN 2012



Croix Rouge  
Française



Croix Rouge  
Irlandaise



## Remerciements

Les *activités* réalisées dans le présent rapport ne sont rendues possibles que grâce aux efforts conjugués des salariés et membres de l'ONG d'une part, et à l'engagement des différents partenaires d'accompagnement de DEMI-E dans la promotion du bien être des populations en finançant les secteurs prioritaires du développement d'autre part. L'ONG DEMI-E remercie tous ses partenaires pour leur appui, particulièrement CARE Niger pour son appui institutionnel et financier dont elle n'a cessé d'apporter et l'Etat Nigérien à travers ses services techniques pour leurs contributions précieuses et pertinentes dans la réalisation des activités.

**NB:** *Le contenu du rapport reste la propriété exclusive de l'ONG DEMI-E. il peut être reproduit sur autorisation écrite de l'auteur.*

*Ce contenu ne reflète qu'un aperçu des activités réalisées en 2012 par l'ONG DEMI-E. Le détail de toutes ces activités est contenu dans les différents rapports globaux de différents projets disponibles au siège de DEMI-E, auprès de ses partenaires et sur son site web [www.demi-e.org](http://www.demi-e.org)*

## Table des matières

|  |    |
|--|----|
| PREMIERE PARTIE : .....  | 9  |
| Gestion des Ressources Naturelles .....  | 9  |
| EAU ET ASSAINISSEMENT .....  | 10 |
| A.1.CONTEXTE GENERALE .....  | 10 |
| A.2. LES ACTIONS DE TERRAINS.....  | 11 |
| A.2.1. PROJET DE GESTION INTEGREE DE RESSOURCES EN EAU (PGIRE : 2009-2013).....  | 11 |
| A.2.3. ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME GOUVERNANCE LOCALE EAU<br>HYGIENE ET ASSAINISSEMENT DANS LES COMMUNES RURALES DE DUNGASS, DOGO DOGO ET LE 4 <sup>E</sup><br>ARRONDISSEMENT COMMUNAL DE LA VILLE DE ZINDER .....            | 14 |
| A.2.5 Le projet « Amélioration de l'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement de base<br>dans le Département de Kantché au Niger » OMD Kantché.....  | 17 |
| Ce projet a démarré ces activités en décembre 2011 avec la mise en place de l'équipe du projet et le<br>choix des communes d'intervention en collaboration avec les autorités administratives et les services<br>techniques départementaux. .... | 17 |
| Toutefois, la mise en place tardive de l'équipe du projet, a occasionné un retard dans la réalisation de<br>certaines activités de la première année, reportée en année 2.....   | 17 |
| A.2.6. PUIITS DE LA PAIX DIFFA EN PARTENARIAT AVEC CARE. NIGER .....   | 17 |
| Activité 1.2. Elaboration concertée d'une stratégie de gestion communale des puits pastoraux publics<br>.....  | 19 |
| Activité 1.3. Appui à la mise en place des Comités Locaux de l'Eau (CLE) : .....   | 19 |
| Activité 2.1. Appui aux négociations intercommunautaires pour l'élaboration des accords sociaux<br>autour des puits pastoraux publics existants, à réaliser, ou à réhabiliter.....   | 19 |
| Activité 2.1. Appui aux négociations intercommunautaires pour l'élaboration des accords sociaux<br>autour des puits pastoraux publics existants, à réaliser, ou à réhabiliter.....   | 19 |
| Activité 2.2. Appui à l'application des accords sociaux pour une exploitation raisonnée et responsable<br>des puits par les usagers : .....  | 20 |
| Activité 3.2. Appui à l'apprentissage par la commune de la maîtrise d'ouvrage des travaux.....   | 20 |
| DEUXIEME PARTIE : .....  | 21 |
| La réduction de la pauvreté et réponses aux urgences .....   | 21 |
| B.1.LE PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR RURAL.....   | 22 |
| C.1. LE PROGRAMME D'APPUI A LA BONNE GOUVERNANCE PABEG.....  | 28 |
| QUATRIEME PARTIE : .....   | 33 |
| PLAIDOYER/LOBBYING/PARTENARIAT/RENFORCEMENT DES CAPACITES ET PERSPECTIVES<br>.....   | 33 |
| B. RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'ONG .....   | 34 |
| B.1 RENFORCEMENT DES CAPACITES DES MEMBRES ET SALARIES DE L'ONG.....   | 34 |
| B.2 RENFORCEMENT DE CAPACITES MATERIELLES ET LOGISTIQUES .....   | 35 |
| B.3 LOBBYING/PLAIDOYER .....   | 35 |
| B.4 PERSPECTIVES .....   | 35 |
| B.4.1.LA POURSUITE DE PLUSIEURS PROGRAMMES ET PROJETS EXECUTES .....   | 35 |
| B.4.3 REQUETE DE FINANCEMENTS ELABORES .....   | 36 |
| CONCLUSION .....   | 37 |
| CINQUIEME PARTIE .....   | 39 |
| ANNEXES .....  | 39 |

## SIGLES ET ABBREVIATIONS

**DEMI-E** : Développement pour un Mieux Etre

**AUE** : Association des Usagers de l'Eau

**GIZ** : Service Allemand de Développement

**DRH** : Direction Régionale de l'Hydraulique

**GWI** : GLOBAL WATER INITIATIVE

**FJPIIS** : Fondation Jean Paul II pour le sahel

**ONG** : Organisation Non Gouvernementale

**OP** : Organisation Paysanne

**PASR** : Programme d'Appui au Secteur Rural

**PMH** : Pompe à Motricité Humaine

**PEA** : Poste d'eau autonome

**PC** : Puits Cimenté

**SNV** : Organisation Néerlandaise de Développement

**SE** : Secrétaire Exécutif

**SGPE** : Structure de gestion des points d'eau

**SEHA** : Suivi /Education à l'hygiène et à l'assainissement

**ROBONGOD** : Réseau des ONG pour la Bonne Gouvernance et la démocratie

**FAES** : Fonds d'appui à l'Egalité entre les Sexes

**C.A** : Conseil d'administration

**PASEHA** : Programme d'Appui aux Secteurs Eau Hygiène et Assainissement

**PGIRE** : Programme de Gestion Intégré des Ressources en Eau

**PNE** : Partenaire National de l'Eau

**UAM** : Université Abdou Moumouni Dioffo

**OIF** : Organisation International de la Francophonie

**IEPF** : Institut de l'Energie Pour la Francophonie

**IEF** : Initiative Eau de la Francophonie

**FPA2** : Fondation Prince Albert 2 de Monaco

**JICA** : Agence Japonaise de Coopération Internationale

**PDP** : Puits De la Paix

**AP** : Artisan plongeur

**Gj** : Groupement des jeunes

**OSC** : Organisation de la Société Civile

**PEAFEC** : Projet Eau-Assainissement et Fertilisation Ecologique

## INTRODUCTION

L'ampleur des défis en matière de développement durable est sans précédent. Malgré les importants progrès réalisés en matière de lutte contre la pauvreté extrême depuis le lancement en 2000, des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dont la date butoir est fixée à 2015, plus d'un milliard de personnes en sont toujours victimes. L'inégalité et l'exclusion sociale ne cessent d'augmenter dans la plupart des pays. En outre, l'impact humain sur l'environnement a déjà atteint un niveau inquiétant. Alors que la population mondiale devrait atteindre 9 milliards de personnes en 2050, la planète doit, de toute urgence, disposer d'un cadre pour le développement durable, capable de répondre aux défis que représentent la lutte contre la pauvreté, l'augmentation de l'inclusion sociale et la protection de la planète.

La réduction de la pauvreté à l'horizon 2015 passe par un meilleur accès aux services essentiels (eau, énergie, télécommunications, santé, services environnementaux, transport, etc.) dans une démarche de développement durable. Le manque crucial d'infrastructures et la faiblesse des ressources humaines limitent les capacités des États et de leurs collectivités territoriales dans la conception de politiques et la fourniture des services essentiels de qualité, disponibles, accessibles et à moindre coût aux populations rurales et urbaines

Les politiques de développement doivent dépasser le cadre d'un discours ou d'un slogan et se matérialiser à travers des actions concrètes sur le terrain pour un développement économiquement équitable et socialement viable.

***C'est dans cette optique que l'ONG Développement pour un Mieux Etre mobilise des partenaires et met en œuvres des actions de terrain pour soulager les populations afin de contribuer à asseoir un développement durable.***

Le présent rapport donne un aperçu des actions de terrain mises en œuvre au niveau local au cours de l'année 2012 à travers trois (3) grands axes pour l'atteinte des OMD.

Il s'agit de :

- ✚ **Gestion des Ressources Naturelles** (Eau-Hygiène et assainissement/Environnement adaptation au changement climatique etc.),
- ✚ **Réduction de la pauvreté ;**
- ✚ **Promotion de la démocratie et la bonne Gouvernance ;**

**PREMIERE PARTIE :**  
**Gestion des Ressources Naturelles**



## *Eau et Assainissement*

### *A.1. Contexte générale*

« L'eau est la base de toute forme de vie sur terre » Les Nations unies indiquent que 1,6 million de vies pourraient être sauvées chaque année si les conditions d'accès à l'eau potable étaient améliorées. Or d'ici 2100, le climat devrait connaître une hausse de la température moyenne de 2 à 4°C, une baisse de la pluviométrie de 4 à 30 % et une élévation du niveau de la mer de l'ordre de 18 à 59 cm (GIEC, 2007 ; Plan Bleu, 2008).

***Il est donc primordial de garantir l'accès équitable à l'eau en n'écrasant pas les principes d'équité et de justice sociale dans le contexte de l'économie verte*** tel que abordé au dernier sommet mondial de l'eau à Marseille, droit de plus en plus fondamental au regard des changements climatiques et de leurs impacts sur les ressources en eau. Selon BERGKAMP, Directeur du Conseil Mondial de l'Eau : « *l'eau un est facteur clé du développement et le premier vecteur par lequel le changement climatique sera ressenti* ».

Au Niger, la question de l'eau et de l'assainissement constitue un axe stratégique dans les orientations économiques et sociales du pays. L'élaboration d'une Politique Nationale d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement s'inscrit dans ce cadre. En effet, parmi les sept (7) axes stratégiques de la Stratégie de Développement accéléré et de Réduction de la Pauvreté (SDRP) que le pays s'est doté, trois(3) axes : à savoir les axes 1, 2 et 3) prennent en compte les questions de l'Eau, de l'Hygiène et de l'Assainissement. Aussi, une des cibles retenues par le Niger pour l'atteinte de l'OMD 7 est-elle de réduire de moitié la proportion de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable et à un système d'assainissement de base

Au 31/12/2011 le taux de couverture des besoins en eau est de 66,5 % au niveau national, mais le taux d'accès en milieu rural qui donne la proportion de la population rurale qui a l'accès facile à l'eau est de 48,24% contre 53,09% au niveau national ce qui montre une disparité très importante entre les zones rurales et urbaines. Partant du taux de couverture des besoins en eau qui est de 66,5 % près de six millions de nigériens n'ont donc pas accès à une eau potable. Seulement 13 pourcent ont accès à un assainissement amélioré (selon l'EDSN MICS III 2006) avec 6,7%, en milieu rural (y compris les latrines traditionnelles) et 38,4% en milieu urbain sans les latrines traditionnelles. Malgré les nombreuses actions de promotion des latrines au Niger, leur utilisation reste encore faible. La défécation à l'air libre est encore présente à une très forte proportion surtout en milieu rural. Les moyens de subsistance des plus démunis sont liés de manière critique à la ressource Eau. Une gestion adéquate des ressources hydriques est un facteur essentiel de la croissance, de la réduction de la pauvreté. La gestion durable des ressources en eau s'impose comme un nouvel impératif face à la pression démographique et au développement économique, qui suscitent une demande de

denrées alimentaires plus abondantes et de meilleure qualité alors même que le changement climatique joue sur la variabilité hydrologique. –

*DEMI-E en partenariat avec d'autres structures nationales et internationales ont au cours de l'année 2012 mis en œuvre des projets et programmes dans le domaine de la gestion de ressources Naturelles pour appuyer l'Etat du Niger dans sa politique de garantir un développement durable aux populations.*

## **A.2. LES ACTIONS DE TERRAINS**

### **A.2.1. PROJET DE GESTION INTEGREE DE RESSOURCES EN EAU (PGIRE : 2009-2013)**

Depuis 1999 le Niger a opté pour le choix stratégique de la GIRE comme outil de gestion du potentiel hydrique national. Ainsi, pour appuyer les efforts du Niger dans la mise en œuvre de cette politique, CARE International au Niger, Cathollic Relief Service, Union mondiale pour la nature et leurs partenaires locaux : CREPA-Niger, DEMI-E, PNE et l'UAMD de Niamey ont initié un Programme de GIRE dans la Basse vallée de la Tarka (région de Tahoua). Ce programme rentre dans le cadre d'une initiative plus large appelée *Global Water Initiative* (GWI) en Afrique. GWI est financé par la Fondation Howard G Buffett pour la période de 2009 à 2017. La problématique de la GIRE est à la fois vaste et complexe dans cette partie du Niger où la multiplicité et l'intensité de l'utilisation des ressources en eau sont importantes à cause de la très forte densité d'une population majoritairement rurale et tributaire des activités agro-sylvo-pastorales. S'inscrivant dans ce contexte, le PGIRE a démarré en 2009 pour une durée d'exécution de 9 ans. Il intervient dans une zone de cultures maraîchères à forte production d'oignon où la nappe phréatique est peu profonde et l'utilisation de produits chimiques dans les exploitations de type pluvial est intense. Le renforcement des stratégies d'adaptation, le renforcement des capacités des communautés à prendre en charge la bonne gestion de l'eau, la forte implication des femmes dans les débats et les renforcements des capacités des ménages à faire face aux risques environnementaux constituent les objectifs majeurs du projet.

Après trois années d'exécution, des acquis sont à prendre en compte. D'abord, la mise à jour du parc piézométrique (47 piézomètres) permet la collecte et l'analyse de données servant d'éléments de communication aux utilisateurs de l'eau. Ajouter à cela, la responsabilisation des communautés par l'élaboration de plan GIRE dans 400 sur 458 communautés de la zone du projet qui participe à la prise en main des questions relatives à l'assainissement et la restauration de l'environnement. En outre, la conduite de vulgarisation des textes sur le cadre de l'eau et de renforcement des capacités des élus locaux sur la GIRE et l'intercommunalité sont également des actions importantes. La mise à disposition des terres aménagées, des agents de service de l'agriculture pour l'encadrement des femmes productrices et l'utilisation des engrais biologiques à travers la fertilisation écologiques dans le cadre de l'agriculture. Enfin, la mobilisation des communautés à travers des rencontres thématiques au niveau de centres de regroupement favorisent le passage des informations sur les ressources naturelles

disponibles dans chaque village et les défis en lien avec la gestion de l'eau tant sur l'agriculture, l'eau de boisson, l'élevage, les aires de pâturages, les zones humide et les mares, etc. Par ailleurs, le PGIRE se focalise sur une analyse continue des impacts climatiques et la réduction des risques environnementaux par l'appui accompagnement des communautés, le renforcement des acquis de certains projets et programmes ayant intervenus dans la zone. **L'ONG DEMI-E a contribué à la réalisation de toutes les activités de terrain de GWI avec trois agents qui sont appuyés régulièrement par le Secrétariat exécutif de l'ONG DEMI-E à travers de missions ponctuelles sur le terrain. Ces missions ont permis d'assurer la qualité du travail des agents de terrain que l'ONG a mis à la disposition du projet. Il s'agit particulièrement de formation, de suivi/appui et de participation à des réunions de coordination et de réunions trimestrielle de programmation des activités du projet.**

Ainsi, à partir de Septembre 2012, le projet devrait mettre l'accent sur l'eau pour l'agriculture et deviendra "WAI" Water for Agriculture Initiative. Malheureusement, avec cette orientation le projet change de zone et de partenaires et laisse la place à PEA FEC conçu essentiellement pour prendre en charge certaines questions du PGIRE.

Le GWI Niger a posé dans la basse vallée de la Tarka les jalons d'une meilleure gestion intégrée de ressources en eau à travers la mise en place des comités locaux de l'eau. C'est une expérience unique au Niger et qui mérite d'être soutenue. Le projet Eau, assainissement et fertilisation Ecologique (PEAFEC) pour l'atteinte des OMD est né à la suite de cette volonté de porter loin l'expérience de la gestion intégrée de ressources en eau dans la basse vallée de la Tarka en appui au GWI. Malheureusement GWI Niger a pris fin pour des raisons évoquées précédemment. Il est en effet urgent pour les partenaires d'exécution de GWI Niger et d'autres bonnes volontés intéressées par la gestion intégrée des ressources en eau d'appuyer les communautés de la basse vallée de la Tarka à travers cette expérience unique méritant d'être poursuivie.

#### **A.2.2 LE PROJET EAU-ASSAINISSEMENT ET FERTILISATION ECOLOGIQUE POUR L'ATTEINTE DES OMD/**

Le PEA FEC a démarré ses activités le 01 Août 2011 et intervient dans la basse vallée de la Tarka où le PGIRE a eu à mettre des actions qui seront par la suite consolidées par ce dernier. Ce projet d'une durée de 4 ans est cofinancé par l'Union Européenne (73 %) et CARE DANMARK (27%) dans le cadre de la facilité eau pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Le PEA FEC est mis en œuvre dans la vallée de la Tarka par le consortium Care International au Niger en tant que Chef de File, l'Agence Panafricaine Eau et Assainissement en Afrique (EAA) pour l'accompagnement dans le cadre des latrines ECOSAN et DEMI-E qui assure la responsabilité des actions de mobilisation sociale et la maîtrise d'ouvrage déléguée pour le volet approvisionnement en eau potable. L'ONG est appuyée par IGIP cabinet basé au Burkina Faso spécialisé en mini AEP solaire. D'ores et déjà, il s'agit pour ce projet de prendre en compte au-delà des

questions relatives à la gestion des mini AEP à réaliser, les préoccupations GIRE. C'est pourquoi le PEA FEC envisage d'associer tous les délégués des CLE dans les différentes réunions qui seront tenues au niveau des communautés. Une attention particulière est accordée aux femmes et aux jeunes en particulier et de manière générale aux vulnérables. Ainsi, 2012 pour DEMI-E les interventions ont été axées sur :

- La mobilisation sociale à ce niveau : L'équipe est parvenue à sélectionner les onze (11) localités qui devraient bénéficier des mini Adductions d'Eau Potable. Ces communautés se sont entièrement acquittées de leur contribution financière
- la réalisation des dix (10) forages et la réhabilitation d'un forage existant. Les onze (11) forages seront équipés des minis AEP solaires. Les processus est en cours ; le marché de réalisation des forages est attribué à l'entreprise CGC qui a démarré les travaux depuis le premier novembre. Mais des problèmes techniques (éboulement ; cassure d'équipement, panne de compresseur) ont fait qu'en fin décembre seulement deux (2) forages ont été réalisés alors que le délai d'exécution est de quatre (4) mois.
- Il est à noter que pour la conduite de ces activités, l'ONG a signé trois (3) sous accords avec CARE NIGER dont le premier qui a couvert les activités de la période de Janvier 2012 à novembre 2012, le deuxième a concerné la réalisation des travaux et le troisième pour les actions d'accompagnement et qui couvrira le reste de la durée du projet (Décembre 2012 à Juillet 2015)

### Tableau des Résultats

| Indicateurs (Output)   | Résultats attendus pour l'année | Cumul des Résultats atteints pour l'année | Ecart non réalisés | Pourcentage d'atteinte (%) | Remarques |
|--|---------------------------------|---|--------------------|----------------------------|-----------|
| Elaboration DAO Forage   | 1                               | 1   | 0                  | 100                        |           |
| Mobilisation de la contribution des communautés                      | 1025000                         | 1025000                                   | 0                  | 100                        |           |
| Sélection d'entreprise pour la réalisation des travaux de 10 forages | 1                               | 1   | 0                  | 100                        |           |
| Sécurisation des sites   | 11                              | 11  | 0                  | 100                        |           |
| Réalisation de 11 forages  | 10                              | 2   | 8                  | 20                         |           |

Commentaire :

Les résultats présentés dans le tableau nous montrent que les principales activités ont

concerné surtout les actions d'accompagnement où le taux a atteint les 100%. Le taux de 20 % pour les forages se justifie par le fait qu'ils sont programmés pour la 2<sup>ème</sup> année du programme qui a commencé en Août 2012. Mais déjà l'entreprise rencontre des sérieux problèmes techniques et d'ordre hydrogéologique. Il faut souligner ici l'adhésion totale de la communauté 100% de recouvrement pour la mobilisation des contributions des communautés.

Les réalisations des mini AEPS et les actions d'accompagnement sociales entreprises par l'ONG DEMI-E donnent l'occasion d'élargir la base de l'ONG en créant un partenariat avec les communes d'intervention. Il s'agit surtout d'appuyer les communes pour faire un inventaire des structures de gestion des points d'eau et de donner la possibilité à ces structures de se constituer en membre de l'ONG. D'ores et déjà des réflexions doivent être menées afin de proposer les conditions de cette adhésion et les stratégies à mettre en œuvre pour faciliter cela conformément à la politique de l'ONG. Il s'agit en effet de prendre en compte cela lors de révision des textes de l'ONG au besoin. Cela est valable partout où l'ONG intervient et que les conditions soient favorables.

### **A.2.3. ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME GOUVERNANCE LOCALE EAU HYGIENE ET ASSAINISSEMENT DANS LES COMMUNES RURALES DE DUNGASS, DOGO DOGO ET LE 4<sup>E</sup> ARRONDISSEMENT COMMUNAL DE LA VILLE DE ZINDER**

La SNV Niger s'est dotée d'un nouveau programme dénommé : Programme Gouvernance locale, Eau, Hygiène et Assainissement, qu'elle s'est engagée à mettre en œuvre au niveau de douze (12) communes des régions de Niamey, Maradi et Zinder.

Ledit programme a été conçu sur la base des produits suivants : assainissement et hygiène durable pour tous, WASH dans les écoles, fonctionnalité de l'offre de l'eau en milieu rural, offre d'eau durable. Il se distingue des autres programmes/projets jusqu'ici exécutés par le souci de promouvoir le secteur privé pour se mettre aux services des populations à la base, et de systématiser la désagrégation des données et la capitalisation des expériences. Il a aussi la particularité d'avoir une approche communale pour une totale maîtrise d'ouvrage autour des principes de la participation, la transparence et la redevabilité.

La SNV a signé un partenariat avec l'ONG DEMI-E *pour accompagner les communes rurales de Dogo Dogo, Dungass et le 4<sup>e</sup> Arrondissement de Zinder* dans la maîtrise d'ouvrage communale en vue de mieux s'approprier du programme Gouvernance locale Eau, Hygiène et Assainissement et assurer une gestion transparente de ces entités communales.

Il faut dire que le programme gouvernance locale Eau, Hygiène et Assainissement initié par la SNV dont l'objectif global est de permettre d'améliorer la santé et le cadre de vie des hommes, femmes et élèves par l'introduction des approches Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) et la gestion déléguée, vise aussi la maîtrise d'ouvrage communal. Il s'agit d'aider les communes, dans le cadre de transfert progressif des

compétences de l'Etat aux entités communales, à mieux maîtriser le nouveau guide AEP pour une gestion transparente des recettes issues de la vente de l'eau. Pour cela, il faut doter tous les points d'eau de structures de gestion (CGPE pour les PMH, les PC et AUSPE pour les mini AEP, les stations de pompage pastorale, et les poste d'eau autonomes selon l'Arrêté 121 du Ministère de l'Hydraulique et de l'environnement.

Pour que la gouvernance locale soit une réalité dans les communes, il faudrait mettre en place un comité communal WASH composé essentiellement des CGPE, des AUSPE et des CVS. Il s'agit de doter les communes de cocoWASH de la base au sommet avec l'élaboration d'un plan d'action annuel de chaque cocoWASH et ce dernier a été mis en place de façon démocratique avec un délégué de chaque structure communautaire et l'implication des membres de la commission des affaires sociales des communes.

Il existe aussi un contrat d'activité qui lie les communes avec la SNV. L'évaluation de ces contrats d'activités fait ressortir que toutes les communes apprécient l'appui conseil apporté par la SNV sous l'impulsion des LCB. La prise en compte du genre dans toutes les activités initiées par la SNV a été fort appréciée par les bénéficiaires notamment la formation sur les bonnes pratiques en matière d'hygiène et la fabrication du savon local.

### **Réalisations :**

| Indicateurs (Output)   | Résultats attendus  | Cumul des Résultats atteints   | Ecart non réalisés | Pourcentage d'atteinte (%) | Remarques  |
|--|---|--|--------------------|----------------------------|--|
| Appui à la mise en place /réhabilitation des Comités de Gestion des Points d'Eau (CGPE) et des Associations des Usagers de Service Publique de l'Eau (AUSPE) | Inventorier tous les villages dotés de structures communautaires de gestion | 233 structures de gestions communautaires répertoriées sur 472   | 239                | 50,63                      | Au cours de cette activités beaucoup de villages n'ont pas de structures de gestion surtout à Zinder 4 il n'a été identifié aucun village avec une structure de gestion et aussi les puits cimentés n'ont pas été pris en compte |
| Mission préparatoire de mise en place des comités communaux WASH   | L'idée est de doter les communes de comités communaux WASH représentatifs   | Il s'agit de faire un inventaire exhaustif des structures de gestion pour mettre un comité communal WASH | 0                  | 100                        | Une situation exacte des points d'eau a été faite  |
| Evaluation des contrats d'activités  | Un contrat d'activité lie les communes clientes avec la                     | Il s'agit de vérifier le respect des engagements des parties prenantes                                   | 0                  | 100                        | Le point sur la situation des contrats est fait  |

|  |   |                                       |   |    |  |
|--|---|---------------------------------------|---|----|--|
|  | SNV   |                                       |   |    |  |
| Mise en place des comités communaux WASH | Faire un inventaire exhaustif des CGPE, CVS et AUSPE pour doter les communes des comités communaux WASH | 2 comités communaux WASH mis en place | 1 | 67 | Le cocoWASH n'a pas été mis en place à Dungass suite à un problème politique |

#### A.2.4. PROMOTION DE L'ACCES A L'EAU POTABLE HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

Depuis 2010, l'ONG DEMI-E met en œuvre un projet de « **Promotion de L'Accès à l'Eau Potable Hygiène et Assainissement dans la commune rurale de Dungass** » sur financement de WaterAid au Niger. Ce projet vise l'accès des populations rurales de Dungass au service d'eau potable-hygiène et assainissement. Pour 2012, le projet intervient dans 6 nouveaux villages de Dungass et 2 villages de Wacha dans le cadre de la collaboration WASH/Dungass et MUS/Winrock initié par WaterAid et Winrock bénéficiaires du fonds de projet WA-WASH/USAID. Ainsi, il est attendu de l'ONG DEMI-E de servir 1 400 personnes de Dungas en eau et 1 500 personnes en assainissement. Pour atteindre ces objectifs, le projet prévoit la réalisation/réhabilitations des forages, la réalisation de latrines et l'encadrement de tous les acteurs locaux dans la gestion du projet.

#### Tableau des résultats

| Indicateurs (Output)    | Cumul des Résultats atteints pour l'année   |
|-------------------------|---|
| Accès à l'eau potable   | 5 nouveaux forages réalisés avec des dispositifs pour handicapé afin de prendre en charge la question d'équité-inclusion<br>40 personnes membre de CGPE formés ;<br>17 acteurs locaux formés sur la maîtrise d'ouvrage AEPHA          |
| Hygiène, Assainissement | Formation et déclenchement ATPC au niveau des 8 villages ;<br>6 maçons villageois formés et équipés,<br>60 latrines sans plat construites ;<br>24 membres des comités villageois de salubrités sont formés,<br>24 hygiénistes formés, |

## Commentaires

La particularité du projet EPHA c'est la prise en compte de la question d'équité-inclusion comme démarche dans la mise en œuvre. Ainsi, cette démarche a permis de prendre en compte la situation des vulnérabilités des certaines personnes au sein des communautés afin de leur réaliser des ouvrages adaptés à leur situation.

### A.2.5 Le projet « Amélioration de l'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement de base dans le Département de Kantché au Niger » OMD Kantché

Ce projet a démarré ces activités en décembre 2011 avec la mise en place de l'équipe du projet et le choix des communes d'intervention en collaboration avec les autorités administratives et les services techniques départementaux.

Par la suite, une étude de référence et une étude CAP ont permis d'évaluer le niveau actuel des indicateurs de l'accès à l'eau et aux services de l'assainissement de base. Puis, deux études thématiques sur la qualité des infrastructures et des services d'eau et d'assainissement dans les 30 villages d'intervention du projet ont été réalisées et ont abouti à des propositions d'actions. A toutes ces études s'ajoute une autoévaluation suivie de plans d'action villageois élaborés par le Projet.

Aussi, des actions de renforcements de capacités en direction des membres du projet, des partenaires de mise en œuvre et des acteurs ont-elles été menées à travers des sessions de formation en gestion financière, sur les outils et techniques d'animation centrés sur le changement de comportement, les techniques de construction des ouvrages d'assainissement de base.

En outre, les matériels et matériaux nécessaires à la construction de 100 latrines SanPlat et 50 latrines type EcoSan pour l'année 1, sont mis à la disposition des bénéficiaires dans les 30 villages d'intervention du projet et les réalisations sont en cours.

Enfin, des actions de communication et de visibilité ont été conduites à travers l'élaboration d'un plan de communication, la conception, la production et la diffusion des outils et supports de communication aux niveaux local et national.

Les relations partenariales avec les deux ONGs de mise en œuvre et la collaboration avec les autorités locales et les services techniques de l'Etat ont permis de bien mener les activités de la première année.

**Toutefois, la mise en place tardive de l'équipe du projet, a occasionné un retard dans la réalisation de certaines activités de la première année, reportée en année 2.**

### A.2.6. PUIFS DE LA PAIX DIFFA EN PARTENARIAT AVEC CARE. NIGER

Le projet de Sécurisation de l'accès à l'eau pour les pasteurs du Niger Oriental : « Puits de la Paix 2 » a pour objectif principal de contribuer à la bonne gouvernance des ressources pastorales dans la région de Diffa. Il s'agit de manière spécifique de mettre en

place un système de gestion harmonisée des puits pastoraux à l'échelle communale et intercommunale, visant un accès sécurisé à l'eau pour les ménages pastoraux pauvres, vulnérables, mobiles et/ou de groupes minoritaires, durant toute l'année. Le projet est mis en œuvre dans les communes de Toumour et de N'Gourti de la région de Diffa.

Pour l'atteinte des objectifs de ce projet, trois (3) résultats sont attendus. Il s'agit :

- ↪ Deux (2) communes ont institutionnalisé une approche concertée et intercommunale de gestion des ressources en eau basée sur la maîtrise d'ouvrage communale et la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE).
- ↪ Les communautés cibles des deux (2) communes ont amélioré et harmonisé leurs règles et pratiques de gestion d'un réseau de puits pastoraux cimentés et les mettent en pratique de façon inclusive, participative, et en lien avec les communes.
- ↪ Le maillage du réseau des points d'eaux pastoraux est renforcé par la réhabilitation ou la réalisation des puits pastoraux cimentés au profit de 2 500 ménages pastoraux des deux communes.

## Réalisations

| Indicateurs (Output)  | Résultats attendus   | Résultats atteints   | Taux d'exécution |
|---|--|--|------------------|
| Renforcement des capacités des acteurs communaux pour la maîtrise d'ouvrage des puits pastoraux | <ul style="list-style-type: none"> <li>○ formation de 10 élus et 6 leaders sur le pastoralisme au sahel</li> <li>○ formation de 10 élus en hygiène et assainissement</li> <li>○ Vulgarisation du projet de la Stratégie Nationale de l'Hydraulique Pastorale (SNHP) en instance d'adoption et des textes législatifs et réglementaires qui la sous-tendent au profit de de élus, 2 maires et 2 vis maires</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>○ formation de 10 élus et 6 leaders sur le pastoralisme au sahel</li> <li>○ formation de 10 élus en hygiène et assainissement</li> <li>○ Vulgarisation du projet de la Stratégie Nationale de l'Hydraulique Pastorale (SNHP) en instance d'adoption et des textes législatifs et réglementaires qui la sous-tendent au profit des élus, 2 maires et 2 vis maires</li> </ul> | 100%             |
| Mise à la disposition du personnel  | 2 agents de terrain et 1 AT mis à la disposition du projet   | 2 agents de terrain et 1 AT mis à la disposition du projet   | 100%             |

|   |  |  |             |
|---|--|--|-------------|
| <p><b>Activité 1.2.</b><br/>Elaboration concertée d'une stratégie de gestion communale des puits pastoraux publics</p>  | <p>un diagnostic de gestion communal des puits effectué avec les STD et communes</p>   | <p>un diagnostic de gestion communal des puits effectué avec les STD et communes</p>   | <p>100%</p> |
| <p><b>Activité 1.3.</b> Appui à la mise en place des Comités Locaux de l'Eau (CLE) :</p>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Information des conseillers sur les textes juridiques en vigueur concernant le comité local de l'eau, notamment leur rôle dans l'approche de Gestion intégrée des ressources en eau (Gire) :</li> <li>○ Définition d'une Approche concertée de mise en place des Comités Locaux de Gestion de l'Eau des Communes de Toumour et N'Gourti</li> </ul>  | <p>Information des conseillers sur les textes juridiques en vigueur concernant le comité local de l'eau, notamment leur rôle dans l'approche de Gestion intégrée des ressources en eau (Gire) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ 1 atelier de définition d'une Approche concertée de mise en place des Comités Locaux de Gestion de l'Eau des Communes de Toumour et N'Gourti tenu</li> </ul>  | <p>100%</p> |
| <p><b>Activité 2.1.</b> Appui aux négociations intercommunautaires pour l'élaboration des accords sociaux autour des puits pastoraux publics existants, à réaliser, ou à réhabiliter.</p> | <p>Activité 2.1. Appui aux négociations intercommunautaires pour l'élaboration des accords sociaux autour des puits pastoraux publics existants, à réaliser, ou à réhabiliter.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Vulgarisation du projet de la Stratégie Nationale de l'Hydraulique Pastorale (SNHP) en instance d'adoption et des textes législatifs et réglementaires qui la sous-tendent</li> <li>○ Mise en place et formation des comités de gestion</li> </ul> | <p>Les négociations intercommunautaires pour l'élaboration des accords sociaux autour des puits pastoraux publics sont en cours au niveau de 3 sites</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Vulgarisation du projet de la Stratégie Nationale de l'Hydraulique Pastorale (SNHP) en instance d'adoption et des textes législatifs et réglementaires qui la sous-tendent au niveau de 27 sites</li> <li>○ 17 CGPE mis en place et formés sur le tas</li> </ul> | <p>100%</p> |

|  |  |  |             |
|--|--|--|-------------|
| <p><b>Activité 2.2.</b> Appui à l'application des accords sociaux pour une exploitation raisonnée et responsable des puits par les usagers :</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Suivi de proximité (appui conseil) des comités de gestion :</li> <li>○ Mise en place des structures et mécanismes de gestion</li> </ul> | <p>Suivi de 422 membres de CGPE<br/>Organisation des AG ayant regroupé 381 usagers des PEM pour la mise en place des structures et mécanismes de gestion</p> | <p>100%</p> |
| <p><b>Activité 3.2.</b> Appui à l'apprentissage par la commune de la maîtrise d'ouvrage des travaux</p>  | <p>Formation des artisans plongeurs</p>  | <p>Formation de 10 artisans plongeurs</p>  | <p>100%</p> |

**Commentaire :** *L'impact de l'intervention de l'ONG DEMI-E se ressent dans la zone d'intervention de PDP où les pasteurs semblent bien maîtriser les différents règlements des points et les textes réglementaires. Les principes de gestion communautaires des points d'eau sont bien assimilés*

## **DEUXIEME PARTIE :**

### **La réduction de la pauvreté et réponses aux urgences**



## B.1.LE PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR RURAL

Financé pour une durée de cinq (5) ans (2009-2013) par la Coopération danoise, le PASR soutient la mise en œuvre de l'Initiative 3N ) au Niger. Il a deux composantes : Composante 1 qui appuie l'opérationnalisation l'Initiative 3N au niveau national. Composante 2 qui finance, à travers des fonds régionaux (FAR), des microprojets introduits par des porteurs privés ou publiques dans les régions de Zinder et Diffa et qui appuie les structures locales d'accompagnement.

La fonction de facilitation s'inscrit dans la composante 2 du programme et est assurée par le consortium DEMI-E- GIZ dont DEMI-E est chef de file depuis Octobre 2011. Les porteurs des microprojets sont responsables de la maîtrise d'ouvrage de leurs microprojets retenus. La capacité de ces porteurs à assurer une bonne maîtrise d'ouvrage constitue donc un facteur déterminant de réussite pour la composante 2. Afin d'assurer le développement des capacités nécessaires à cette maîtrise d'ouvrage, la composante a prévu un dispositif de facilitation. Il y a deux équipes de facilitation (EF) employées par DEMI-E, une dans la région de Zinder et une dans la région de Diffa. Chaque équipe est constituée d'un expert OP, un expert Commune et un chauffeur. Un assistant technique international GIZ est positionné à Niamey pour appuyer le dispositif. Il est à signaler que la GIZ a quitté le consortium suite à une lettre adressée à la coordination du projet où il est souligné que la GIZ fait confiance à l'ONG DEMI-E pour conduire seul le processus en disant que DEMI-E a les capacités techniques et financière nécessaires. Le dispositif de facilitation n'intervient pas directement auprès des porteurs des microprojets. Il assure le transfert de compétences aux structures d'accompagnement : les Services Techniques Déconcentrés (STD), les Chambres Régionales d'Agriculture (CRA), les Commissions Foncières (COFO) et les communes. Il s'appuie donc plutôt sur une approche « faire-faire ».

Au cours du premier semestre 2012, une multitude d'activités ont été réalisées par le dispositif de facilitation. Il s'agissait :

### ❖ Pour la Facilité OP,

Les activités menées pendant le premier semestre 2012 ont porté principalement sur :

- Appui au suivi de la mise en œuvre des microprojets financés en 2011;
- Appui au contrôle de la conformité et de la qualité des dossiers de microprojets (DMP) approuvés ;
- Appui à la signature des conventions de cofinancement ;
- Appui au processus de décaissement ;
- Appui à la passation des marchés publics ;
- Elaboration des outils relatifs à la maîtrise d'ouvrage ;
- Participation aux activités du PASR.

Le deuxième semestre pour la facilité OP a connu quelques perturbations avec des séquences de démissions des experts OP tant à Zinder qu'à Diffa, ce qui conduit au

recrutement des nouveaux experts qui ont pris fonction dans les mois d'octobre et décembre 2012. Néanmoins leur absence n'a en rien bloqué les activités du dispositif car les autres experts des facilités communes appuyés par le staff du secrétariat exécutif de l'ONG ont pu assurer le bon déroulement des activités. Les principales activités pour ce semestre ont donc porté sur la poursuite de l'appui des partenaires à la mise en œuvre des microprojets de la première et deuxième génération pour la région de Diffa et l'appui à la priorisation des dossiers de microprojets approuvés à concurrence des fonds facilité OP disponibles en 2012 pour la région de Zinder . Il s'agit surtout de l'appui au contrôle de la conformité et de la qualité des dossiers de microprojets, de l'appui au processus de décaissement, de l'appui à la mise en œuvre des microprojets, de l'appui aux missions de suivi d'exécution des microprojets et de l'appui à la signature des conventions de microprojets de la troisième génération de la facilité OP.

#### ❖ **Pour la Facilité Communes,**

Les activités phares pendant le premier semestre 2012 étaient l'appui à la mobilisation des contreparties financière des communes des deux régions, l'appui au redressement des dossiers de microprojet déjà approuvés, la poursuite de la production des outils relatifs à la maîtrise d'ouvrage communale, de l'appui à l'élaboration et l'approbation des microprojets de 2ème groupe et de la participation aux activités du PASR..

L'analyse de la grande partie des dossiers de microprojet Facilité Communes des deux régions, ont permis au dispositif de facilitation de faire les observations telles que:

- ↳ Cas des DMP qui ne donnent aucune information sur comment les ouvrages seront gérés ;
- ↳ Cas des DMP dont la description technique prévoit des activités qui ne sont ni planifiées ni budgétisées ou qui ne correspondent pas avec la planification et la budgétisation ;
- ↳ Cas de budget/devis qui prévoit des équipements/formations qui n'ont pas été décrits dans la description technique des DMP ;
- ↳ Cas des DMP qui prévoient un budget forfaitaire pour une activité sans donner plus d'information ;
- ↳ Cas où la description technique, l'analyse globale et/ou le calendrier d'exécution ne correspondent pas au thème du microprojet ;
- ↳ Cas des DMP qui prévoient un budget pour la plantation des arbres alors que la description technique ne donne aucune information sur l'espèce, la quantité et/ou le dispositif de plantation ;

- ↳ La majorité des DMP prévoient un budget forfaitaire pour les missions de suivi/évaluation. Aucun détail n'est donné : nombre de missions, participants aux missions, moment des missions, etc. ;
- ↳ Dans les 8 DMP sur le balisage des couloirs de passage/aires de pâturage/mares à Zinder, les différentes missions sont planifiées d'une manière plus au moins standardisée. Elles ne prennent pas en compte le nombre des villages concernés, le nombre des chantiers concernés, le nombre de kilométrage du balisage, etc. Par conséquent le taux d'investissement est assez faible. Le taux moyen pour tous les 8 DMP est 78% ;
- ↳ Certains auteurs des DMP font seulement copier-coller ce qui cause des erreurs. Par exemple : le DMP construction clôture marché à bétail (250 ml) à Matamèye a le même devis que le DMP construction clôture marché à bétail (350 ml) à Gouré et Gouna ;

Le second semestre a principalement porté pour la facilité Communes sur :

- L'appui à l'élaboration des DAO facilité communes ;
- L'appui à la signature des protocoles de collaboration de maitre d'oeuvre avec les communes ;
- L'appui à la Formation des commissions communales en passation de marché ;
- L'appui à la finalisation des signatures des conventions de cofinancement de la facilité commune ;
- L'appui à la finalisation des mobilisations des contreparties des communes.

Aussi avec la mise à disposition des fonds de la facilité Communes, le dispositif de facilitation a pleinement appuyé le processus de passation de marché dans la région de Diffa avec les premières applications des outils pour la passation des marchés mis à disposition.

#### **Ainsi, pour la région de Zinder**

- **au titre la facilité OP** : un total de 227 microprojets de la première et deuxième génération est approuvé puis financé pour un montant de un milliard cent cinquante-cinq millions trente mille cinq cent soixante-quinze (1 155 030 575)

Il faut rappeler que pour la facilité OP les fonds sont gérés par un opérateur privé qui pour le cas des dossiers de microprojets de la troisième génération, il lui a fallu effectuer une mission de travail à Zinder pour échanger sur le financement de microprojets de ladite facilité parce que le besoin exprimé par 6 communes sur les 10 de la zone d'intervention PASR s'élevaient à 1 167 346 822 F CFA alors qu'au titre de l'année 2012 l'enveloppe allouée à la facilité OP est de 597 605 777 F CFA pour la région de Zinder. Ainsi après échange et discussion autour de la question il a été arrêté ce qui suit :

- 1°) Faire une répartition égalitaire de ces fonds par commune ;
- 2°) Appuyer les communes pour leur permettre de recadrer les dossiers en tenant compte des recommandations de l'opérateur financier en ce qui concerne les résultats 4.1 et 4.3 relatifs à l'appui à la production et aux filières ;
- 3°) Tenir compte des investissements antérieurs des dossiers de 1ère et 2ème génération pour équilibrer la répartition spéciale du FAR à l'échelle communale ;
- 4°) Donner des orientations aux commissions communales de présélection dans l'exercice de leur fonction.

Dans le souci de mieux parfaire ce réajustement et recadrage, le CTR a décidé de renvoyer tous les dossiers aux niveaux de leurs communes respectives. Néanmoins le CTR a exhorté les communes à plus de vigilance dans cette tâche tout en tenant compte des investissements antérieurs et en mettant un accent particulier sur les priorités de la commune.

#### **Au titre la facilité Commune**

Un total de 29 microprojets de la facilité commune a été approuvé et financé.

En plus de l'appui au redressement des microprojets approuvés et à l'appui à l'élaboration de nouveaux dossiers de microprojets.

#### **Pour la région de Diffa**

**Au titre de la Facilité OP:** Au total 145 microprojets ont été approuvés et financé à Diffa pour un montant global de **662 153 335F CFA**.

#### **Au titre de la Facilité communes**

Au cours de cette année 2012, six cent cinquante millions (650.000.000 F CFA) ont été prévus pour le financement des micro-projets communes dont deux cent cinquante millions (250.000.000 F CFA) pour la catégorie des MP Ressources Partagées et quatre cent millions (400.000.000 F CFA) au titre de l'appui à la réalisation des Infrastructures de base servant le secteur rural.

Pendant les deux (2) sessions des commissions départementales du FAR tenues à Diffa et Mainé Soroa, vingt-huit (28) microprojets ont été validés pour un coût total de quatre cent cinquante-cinq millions six cent vingt-quatre mille quatre cent soixante-cinq francs (455.624.465 F CFA). Cependant compte tenue des désagréments causés par l'arrivée abondante de la Komadougou, le CTR, de concert avec les Conseils municipaux ont ajourné six (6) micro-projets ayant des incidences directes avec cette situation.

## B.2. TRANSFERT INCONDITIONNEL D'ARGENT (CASH TRANSFERT)

Cette activité financée par le Programme Alimentaire Mondial (PAM), s'inscrit dans le cadre de la réduction des vulnérabilités des communautés rurales pour faire face à l'insécurité alimentaire. L'objectif visé par cette activité est « **d'appuyer les communautés affectées par la crise alimentaire de 2011** »

Ainsi, trois (3) résultats sont attendus à la fin du projet :

- \$ Cibler 3 420 ménages de la commune de Mainé Soroa à travers la méthode HEA
- \$ Organiser 4 tours de distribution
- \$ Transférer 444 000 000 f cfa à 23 940 personnes bénéficiaires

### Réalisations

| Indicateurs (Output)                             | Résultats attendus pour l'année                  | Cumul des Résultats atteints pour l'année        |
|--|--|--|
| Ciblages des bénéficiaires                       | 3420 ménages à cibler                            | Ciblage de 3420 ménages                          |
| Organisation de 4 tours de distribution          | Organisation de 4 tours de distribution          | 4 tours de distribution organisés                |
| Transférer 444 000 000 fca à 23940 bénéficiaires | Transférer 444 000 000 fca à 23940 bénéficiaires | 444 000 000 fca transférés à 23940 bénéficiaires |

***Il faut noter que l'ONG a réalisé un parcours sans faute (93.5 points sur 100 obtenus à l'évaluation) à la satisfaction du partenaire.***

## **TROISIEME PARTIE**

### ***LA PROMOTION DE LA DEMOCRATIE ET LA BONNE GOUVERNANCE***



## C.1. LE PROGRAMME D'APPUI A LA BONNE GOUVERNANCE PABEG

Après le processus de passation dans le rôle de chef de file entre la SNV et la GIZ et l'installation de l'équipe opérationnelle dans les locaux de la SNV Zinder, l'accent a été mis dans un premier temps sur la présentation du PABEG-B aux autorités administratives de la région, aux nouveaux élus des cinq (5) communes d'intervention et aux membres du bureau exécutif de l'AMN Zinder. L'idée de ce "challenge terrain" était d'assurer une meilleure visibilité du PABEG mais aussi et surtout de renouveler les engagements des acteurs locaux et de faire le partage du contenu du plan d'actions semestriel.

Pour formaliser et donner un contenu à l'accompagnement des communes d'intervention et de l'AMN Zinder, des conventions annuelles d'appui ont été signées avec le PABEG-B.

Les activités de renforcement des capacités à l'endroit des élus/es ont d'abord été centrées sur le paquet minimum en décentralisation avec une formation axée sur six (6) thématiques et délivrée par l'ENAM. Le but est de promouvoir la citoyenneté et la délivrance de services publics de qualité.

L'ONG a aussi accompagné les réseaux communaux de plaidoyer/lobbying dans la mise en œuvre des actions citoyennes dont l'éducation des enfants particulièrement celle des filles, la préservation de l'environnement et la prévention des conflits entre agricultures et éleveurs, la mobilisation des ressources internes des communes, etc.

Les échanges multi-acteurs au sein des Espaces De Dialogue (EDD) ont contribué à la résolution de plusieurs préoccupations communautaires. Au vu de la pertinence de ce cadre qui pourra également servir de plate-forme de concertation sur toute question d'intérêt local, il s'est avéré utile de réviser les différents outils afin de les rendre plus aptes à répondre à toutes les préoccupations du moment.

C'est ainsi que le PABEG-B a accompagné, de manière participative et dynamique, les cinq (5) communes partenaires dans le processus de révision et de validation de la stratégie EDD. Un atelier régional ayant regroupé les 55 communes de la région de Zinder a permis de faire une large popularisation de cette stratégie auprès des acteurs.

Enfin, les efforts menés en direction de l'AMN régionale ont permis à celle-ci de disposer d'un plan de plaidoyer et de renforcer les capacités de ses membres en plaidoyer/lobbying et dans la recherche et le développement des partenariats techniques et financiers nécessaires à la mise en œuvre de leur PDC et à la promotion de leur association. Quant à l'AMN Nationale l'accompagnement s'est limité au suivi des actions engagées en 2011 et à finaliser en 2012. Il s'agit particulièrement de l'appui à la finalisation de son plan stratégique et de la tenue de la réunion des maires de l'UEMEOA.

**Tableau de résultats**

| Prévision   |  | Résultats obtenus  |              |
|---|--|--|--------------|
| Activités   | Sous activités   | Effets induits   | Observations |
| <b>Résultat attendu B.1 : Les capacités des communes et leur visibilité sont renforcées pour délivrer des services publics de qualité</b> |  |  |              |
| B.1.1 : Appuyer la mise en œuvre des PDC des communes cibles  | Révision et validation de la stratégie espaces de dialogue | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une stratégie des Espaces De Dialogue révisée et validée avec tous les acteurs communaux (Gouvernorat, CR, CVZ, Maires, secrétaires généraux, représentants/tes des OSC, des femmes et des jeunes).</li> <li>- Engagement pris par l'ensemble des acteurs communaux à mettre en place les EDD conformément à la stratégie révisée pour une meilleure prise en compte des préoccupations des citoyens/nes dans le développement local.</li> <li>- Meilleure prise en compte des femmes, jeunes et nomades dans la composition des EDD (de 9 à 16 dans la stratégie révisée)</li> </ul> |              |
|   | Appui à la mise en place des EDD                           |  |              |

| Prévision  | Résultats obtenus  |   |   |
|--|--|---|---|
| Activités  | Sous activités   | Effets induits  | Observations  |
| B.1.2 : Appuyer la formation des élu-e-s   | Ateliers de formation des élus-es locaux sur le paquet minimum en décentralisation | <p>- Au total 131 élus, membres de droit et personnel municipal ont acquis des compétences nouvelles sur les thématiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les concepts de base de la décentralisation et de la déconcentration ;</li> <li>• L'organisation et le fonctionnement de la commune ;</li> <li>• La tutelle des Collectivités Territoriales ;</li> <li>• La gestion de l'action administrative de la commune (police administrative, état civil, gestion du patrimoine de la commune et de l'espace) ;</li> <li>• Les finances locales et la mobilisation des ressources ;</li> <li>• La planification opérationnelle.</li> </ul> <p>- Suite à cette formation les commissions techniques spécialisées des cinq ( 5 )communes formulent des propositions d'amélioration des recettes communales et la gestion des points d'eau moderne.</p> <p>- Publication des délibérations à travers les radios communautaires et les assemblées villageoises.</p> <p>-Implication de la chefferie traditionnelle et de la société civile dans la mobilisation des ressources internes et la gestion des conflits</p> <p>- Engagement des élus/es pour une gestion durable des biens collectifs et renforcement des capacités des COGES</p> | 4 maires d'arrondissement de la ville de Zinder ont été ajoutés à la prévision initiale sur demande du maire central. .L'écart financier est dû à la non réalisation de la deuxième session de formation des élus qui portera sur la maîtrise d'ouvrage communale, le leadership et le genre. Cette formation sera exécutée au cours du second semestre 2012. Les 25 membres du bureau exécutif de l'AMN régionale ont bénéficié de la formation. |
| B.1.3.2 : Appuyer l'AMN régionale  | Formation en plaidoyer/lobbying et partenariat                                     | <p>- 38 maires ont acquis des compétences nouvelles pour développer des partenariats techniques et financiers nécessaires à la mise en œuvre de leur PDC et à la promotion de le l'AMN régionale.</p> <p>-Un plan de plaidoyer est élaboré par l'AMN régionale</p>  | 38 sur les 55 maires de la région de Zinder ont été formés. Les 17 autres Maires étaient indisponibles lors de la tenue de la formation.  |
| <b>Résultat attendu B.2 : La citoyenneté communale est promue via un processus dynamique multi acteurs</b> |  |   |   |

| Prévision  |   | Résultats obtenus  |   |
|--|---|--|---|
| Activités  | Sous activités  | Effets induits   | Observations  |
| <b>B.2.1 : Appuyer le renforcement de l'interaction entre les acteurs locaux</b> | Appui à la mise œuvre des plans d'action citoyens des OSC | <p>-2 suivis des résultats dans le cadre de la mobilisation sociale en faveur de l'école dans 61 villages des communes de Gamou et Guidiguir.</p> <p>- Nombre d'inscription au CI amélioré : 1013 inscrits en 2012 contre 667 en 2011.</p> <p>-Amélioration du nombre des filles inscrites au CI : 513 en 2012 contre 337 en 2011</p> <p>-La construction de 79 classes pailotes à temps</p> <p>- L'achat des fournitures et manuels par les parents et les COGES.</p> <p>-3 demandes de création d'écoles</p> <p>-Construction de logements aux enseignants dans 4 écoles</p> <p>-Le remblayage des classes menacées par l'érosion dans 2 écoles.</p> <p>- Un plan d'action pour la préservation de l'environnement et la prévention des conflits entre agricultures et éleveurs est élaboré par les acteurs communaux.</p> <p>-Délimitation des cuvettes par des plantations servant de brise vent</p> <p>-la pratique du défrichage et la régénération naturelle par les agriculteurs</p> <p>-Reboisement des espaces dégradés par des acacias</p> <p>-Libération de 4 couloirs de passage et aire de pâturage dans 4 sites</p> <p>-Reversement de 124 000F par 2 chefs nomades de la commune de Dogo-Dogo représentant les impôts recouverts.</p> <p>-Rehaussement du taux de recouvrement des taxes de marchés à 66,28% entre mai-juin 2011 et mai-juin 2012.</p> <p>-Mise en place à Dogo-Dogo d'un comité mixte composé du premier adjoint au maire, RM, SG, représentant société civile et leader communautaire pour le suivi du recouvrement aux niveaux des marchés.</p> <p>-Situation sur le recouvrement de la taxe municipale effectuée dans 12 villages de la commune de Matamèye pour un montant 1 772 000FCFA.</p> <p>-Mise en place de 23 comités de salubrité dans le 4<sup>ème</sup> arrondissement de Zinder.</p> <p>- Interpellation du 4<sup>ème</sup> arrondissement de Zinder par les citoyens/nes pour le curage des caniveaux et la mise en place des dépotoirs publics.</p> | Le PABEG suivra la mise en œuvre des plans pour la préservation de l'environnement et la prévention des conflits ainsi que celui portant sur l'hygiène et l'assainissement. |
| <b>B.4.1: Suivi-évaluation</b>   |   |  |   |

| <b>Prévision</b>   |   | <b>Résultats obtenus</b>                |  |
|--|---|---|--|
| <b>Activités</b>   | <b>Sous activités</b>                                   | <b>Effets induits</b>                   | <b>Observations</b>                                |
| Mettre en place un dispositif opérationnel de suivi-évaluation | Mise à disposition d'un point focal S/E à temps partiel | Le point focal a été désigné par l' ONG | Prise en charge 2 points focaux S/E pendant 6 mois |

***Il faut noter que l'essentiel des activités du second semestre 2012 ont été réalisées entre novembre 2012 et février 2013. Ce qui fait que certaines réalisations apparaitront plutôt dans le rapport 2013***

**QUATRIEME PARTIE :**  
**PLAIDOYER/LOBBYING/PARTENARIAT/RENFORCEMENT DES**  
**CAPACITES ET PERSPECTIVES**



## A. PARTENARIAT AVEC PROGRES II

Le PROGRES II (Programme de Gestion Equitable des Ressources Naturelles et de Renforcement de la Société civile au Niger) phase 2 est un programme de CARE Niger qui met en exergue le renforcement des capacités à travers le partenariat stratégique entre Care et 4 organisations de la société civile : ANDDH, AREN, DEMI-E et le réseau régional RBM. Maintenant, il revient à ces partenaires d'initier et conduire les activités conformément à leur propre plan stratégique ou tout autre document similaire, tout en restant conforme au document de base du programme. En novembre 2012, une rencontre entre partenaires avait permis de faire un exercice sur les esquisses de cadre logique des plans stratégiques de ANDDH et AREN avec celui de RPOGRES II. L'ONG DEMI-E n'a pas encore amorcé la réalisation de son plan stratégique mais le projet de TdR est disponible. Les points focaux de ces ONG partenaire ont bénéficié d'une formation sur le suivi évaluation et gestion axée sur les résultats (SEGAR) et ont participé à la revue des programmes de CARE au cours du dernier trimestre de l'année. Il faut aussi noter que le projet PDP II Diffa et le PEA FEC Madaoua rentrent dans le cadre du PROGRESS II

## B. RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'ONG

### B.1 Renforcement des capacités des membres et salariés de l'ONG

Dans le cadre des activités de nos partenaires, le personnel mis à disposition a bénéficié de plusieurs formations et assisté à des ateliers pour renforcer leurs capacités. L'ONG a aussi contribué à la formation de ses membres qui ont exprimé les besoins en fonction de sa capacité financière.

| Thèmes de formation                                      | Financement                | Lieu   | Bénéficiaires/<br>Participants  |
|--|----------------------------|--------|---|
| Formation en SAGE (logiciel de comptabilité)             | ONG DEMI-E<br>GIZ          | Niamey | SE, Comptable, Chef d'antenne de Tillabéry et de Diffa                    |
| Formation en comptabilité – Informatique (cours de nuit) | ONG DEMI-E et bénéficiaire | Zinder | Sahoura Harouna Secrétaire de bureau au siège social                      |
| Initiation à la comptabilité                             | PASR                       | Zinder | SE ; chefs d'antenne de Diffa et Tillabéri, le comptable et la secrétaire |

## ***B.2 Renforcement de capacités matérielles et logistiques***

La capacité opérationnelle a été renforcée aussi cette année par l'acquisition d'un véhicule et (2) motos de type CG 125 sur fonds propres mis à la disposition de l'antenne Dosso qui a vu le jour en fin 2012.

## ***B.3 Lobbying/Plaidoyer***

Les activités de lobbying /plaidoyers menées par le secrétariat exécutif, les chefs d'antennes, le point focal de l'ONG à Niamey et les membres du CA rentrent aussi dans le cadre de la promotion de l'ONG, il s'agit de :

- + Rencontres d'échanges avec les partenaires techniques et financiers,
- + Participation aux manifestations organisées par les autorités administratives, les services techniques, les projets et ONG sœurs,
- + Participation à plusieurs cadres de concertation des partenaires dans la région de Zinder, Niamey et Diffa.
  - + Participation aux activités du ROBONGODD (Réseau des organisations pour la Bonne Gouvernance et la démocratie),
  - + Participation aux activités du Réseau Climat & développement

### **En termes de résultat de toutes ces actions on peut retenir que :**

DEMI-E est devenu partenaire stratégique de Care Niger dans le cadre du PROGRESS II prévu pour une durée de 5 ans de 2013 à 2017 .

La participation de DEMI-E à la 18<sup>ème</sup> Conférences des Parties tenue à Doha (Qatar) sur le changement climatique organisée par la convention cadre de Nations Unies sur le Changement Climatique (UNFCCC).

La participation de DEMI-E à l'Atelier international sur le changement climatique tenu au Bénin en Avril 2012.

La participation de DEMI-E à l'Atelier international des ONGs Membres du fonds pour l'Adaptation au le changement climatique tenu au Bénin en Avril 2012.

La Participation de DEMI-E à l'Atelier sur la Gestion des risques et Catastrophes naturelles organisé par le Groupe Intergouvernemental d'Expert sur l'Evolution Climatique (GIEC) tenu à Dakar en Juin 2012.

La participation de DEMI-E à l'atelier de vulgarisation des procédures de gestion des fonds USAID tenue à Ouaga en Juillet 2012.

Toutes ses offensives et rencontres d'échanges ont permis à l'ONG de mieux s'affirmer sur l'échiquier national et International .

## ***B.4 PERSPECTIVES***

### **B.4.1.LA POURSUITE DE PLUSIEURS PROGRAMMES ET PROJETS EXECUTES**

1. La facilitation dans le cadre du PASR

2. Le PEA FEC
3. LE PDP II
4. Le Projet Appui à la Gestion durable des Ressources Naturelles Commune Zinder
5. Approche Totale Pilotée Par Les Communautés en partenariat avec Plan Niger
6. Promotion de L'Accès à l'Eau Potable Hygiène et Assainissement sur financement de Wateraid
7. Le partenariat avec la GIZ dans le cadre du Programme transhumance transfrontalière et prévention des conflits au Niger, Burkina Faso et Bénin ».
8. Le projet OMD Kantché
9. Partenariat avec la SNV dans le domaine WASH

#### B.4.3 REQUETE DE FINANCEMENTS ELABORES

Outres, les projets dont le contrat/convention est déjà signé ou en cours, l'ONG DEMI-E a aussi élaboré et soumis d'autres projets aux partenaires financiers en partenariat avec plusieurs ONG International.

**Tableau :** projets et dossiers d'offre de prestation élaborés

| INTITULE DU PROJET/PRESTATION   | SOUMIS A           | EN PARTENARIAT.         | OBSERVATIONS              |
|---|--------------------|-------------------------|---------------------------|
| Mise en œuvre, et comparaison de l'impact sur la santé et le genre, de méthodologies innovantes d'assainissement dans quatre communes rurales de la région de Zinder, Niger | AFD                | Save children           | En cours de traitement    |
| Programme d'Hydraulique Rurale - Appui au Secteur Eau et Assainissement »   | Coopération Suisse | ACH CARE                | Offre non retenue         |
| Programme d'Hydraulique Rurale - Appui au Secteur Eau et Assainissement »   | Coopération Suisse | SWISSAID AIDE et ACTION | Offre non retenue         |
| offre technique et financière et pour la mise en œuvre des activités de protection environnementale dans le cadre   | PRODEBALT Diffa    | -                       | DEMI-E est présélectionné |

|   |                            |   |   |
|---|----------------------------|---|---|
| du PRODEBALT  |                            |   |   |
| Offre de service en réponse à un appel à partenariat pour le SAC/SPE dans la région de Diffa (l'ONG DEMI-E a présenté la meilleure offre et est de ce fait présélectionnée pour acheter le DAO)                       | DRH Diffa                  | - | Présélection de DEMI-E pour achat du dossier                            |
| Elaboration de dossier d'appel d'offre pour le recrutement d'une ONG devant assurer le renforcement des capacités et l'accompagnement de la Mairie et des communautés de la commune d'Abala, Département de Fillingué | Commune Abalak<br>SWISSAID | - | Dossier retenu mais les coûts proposés n'ont pas été accepté par DEMI-E |
| offre pour la mise en œuvre des activités de blanket feeding  | PAM                        |   | En cours de traitement  |

### **Difficultés rencontrées**

- Le staff en nombre insuffisant par rapport au volume d'activités
- Le siège compte quatre (4) agents qui sont chargés de coordonner les activités de tous les projets et celles des antennes
- Les démissions répétitives des agents :  
Au cours de l'année l'ONG a enregistré plusieurs départs des agents permanents et des experts ce qui a un impact sur le bon déroulement des ac
  - Insuffisances de la logistique au niveau du siège,  
Le siège dispose actuellement d'un seul véhicule qui souvent utilisé pour les missions du secrétaire exécutif
- D'autres difficultés sont surtout liées aux conditions de terrain. C'est le cas de PEA FEC où l'entreprise a enregistré plusieurs échecs d'ordre technique et hydrogéologique.

### **CONCLUSION**

L'ONG DEMI-E, toujours dans sa mission de contribuer à assurer le bien être des populations rurales et urbaines du Niger, continue à se confirmer dans les différents axes qu'elle s'est donné. Cela se traduit par les efforts de mobilisations importants qu'elle réalise d'année en année. Pour l'année 2012 l'ONG a eu à mobiliser plus de 630.000.000 de francs CFA sur une prévision d'environ

1.174.000.000 de francs CFA soit un taux de 53.7%. Le montant mobilisé montre la marque de confiance réelle que les partenaires actuels affichent à l'ONG. ***En particulier CARE Niger qui tente à travers le partenariat de tous mettre en œuvre (appui matériel et institutionnel) pour assurer l'ancrage de l'ONG DEMI-E.*** Toujours en parlant de la confiance des partenaires, rappelons que sur demande de la GIZ (membre du consortium), l'ONG DEMI-E assure seule la facilitation de l'important Programme d'Appui au Secteur Rural (PASR) dans les régions de Zinder et Diffa depuis octobre 2012 la financé par la Coopération Danoise. Aussi dans le même ordre il faut rappeler que l'ONG est en partenariat avec PLAN Niger, la SNV et la ZFD.

## **CINQUIEME PARTIE**

### **ANNEXES**

## **Annexes 1 : les projets et programmes en cours**

| <b>Projet/Programme</b> | <b>Date de Démarrage</b> | <b>Date de clôture</b> |
|-------------------------|--------------------------|------------------------|
| <b>PEAFEC</b>           | 2011                     | 2014                   |
| <b>PDP II</b>           | 2011                     | 2014                   |
| <b>OMD KANCTCHE</b>     | 2011                     | 2014                   |
| <b>WaterAid</b>         | 2011                     | 2016                   |
| <b>PASR</b>             | 2009                     | 2013                   |
| <b>PABEG</b>            | 2008                     | 2013                   |
| <b>ATPC Dosso</b>       | 2012                     | 2013                   |
| <b>ATPC Tillabery</b>   | 2012                     | 2013                   |
| <b>URGENCE DIFFA</b>    | 2012                     | 2013                   |

## ANNEXE 2 : Plan d'action annuel 2013



**Em@il: [ongdemie@yahoo.fr](mailto:ongdemie@yahoo.fr)**

**Siège sociale Zinder**

**B.P : 143 Tél. 20 510 417**

[ongdemie@yahoo.fr](mailto:ongdemie@yahoo.fr)

### Plan d'action 2013

#### **A – Rappel des Activités en cours**

##### ***I Programme PEA FEC***

Le Programme a démarré ses activités en Août 2011

L'ONG a conduit l'intermédiation sociale ce qui a aboutit à la sélection de 11 villages qui doivent bénéficier de 11 mini AEP sur 11 forages neufs et un à réhabiliter.

Le processus est encours l'entreprise chinoise CGC a été retenue pour l'exécution du marché..

A la fin des travaux des forages est prévue pour février 2013. Deux sous accords ont été finalisés suite à une mission à Niamey et sont déjà signés dont un pour les travaux de forages et le second pour les actions d'accompagnement jusqu'au mois de Juillet 20125

##### **II Le PASR .**

Le programme est en cours de réalisation. L'intervention de l'ONG était prévue pour s'arrêter en Juin 2013 mais une rallonge nous conduira jusqu'en fin 2013

##### **III Water Aid**

Le projet intervient dans la commune rurale de Dungas et réalise de points d'eau et aussi l'approche ATPC

##### **IV PABEG**

Le programme tire à sa fin. Il devrait fermer en décembre 2012 mais une prolongation de 2 mois a été obtenue pour mettre au consortium de parachever les activités.

##### ***VI PDP Diffa***

Le sous accord 2013 est signé. Les activités portent sur les formations à l'endroit des élus, l'appui aux communautés dans la définition des règles d'accès aux points d'eau et l'élaboration des accords et le suivi des comités de gestion de PDP I.

##### ***VII La SNV***

La SNV a aussi retenue DEMI-E parmi ses partenaires à Zinder et à Tillabéri. Deux conventions sont signées la Région de Tillabéri, une pour le Département Téra et une pour le Département de Filingué. Nous attendons la signature de la convention de Zinder. Pour faire face à la sollicitation de Zinder un sociologue est engagé pour un an en vue de nous appuyer pour les opérations.

##### **VIII OMD Kantché**

Un programme de réalisation des mini AEP et des latrines ECOSAN. L'ONG intervient pour les actions d'accompagnement.

## **IX: ZFD**

Ce projet qui intervient dans la région de Diffa a fermé en fin décembre 2012 au niveau de la région mais compte continuer ses activités dans la région de Tillabéri.

### **B Prévisions en 2013**

En plus des projets déjà en cours les projets suivants sont prévus pour l'année 2013

#### **I PROGRES II**

Programme de Gestion des Ressources Naturelles et de renforcement de capacités de la Société Civile. Le programme a identifié 4 partenaires stratégiques avec qu'il compte appuyer dans le renforcement des capacités. Il s'agit AREN, ANDDH, DEMI-E et une autre organisation sous régionale. Il revient à chaque OSC de s'appuyer sur son Plan d'Action Pluriannuel pour dégager les activités qu'elle souhaite voir appuyer par PROGRESS.

#### **II Plan Niger à Dosso et à Tillabéri**

Plan Niger a sollicité l'intervention de l'ONG à Dosso et à Tillabéri. Les conventions sont signées.

#### **III PRODEBALT**

L'ONG a été retenue pour la mise en œuvre des activités de protection environnementale à Diffa ;

#### **IV Water Aid 2 :**

La Proposition d'un projet d'accès à l'eau et assainissement dans une zone pastorale est attendue de DEMI-E pour examen et financement,

#### **V Activités ponctuelles**

##### *1. Réalisation d'un audit externe (organisationnel et financier)*

Le but est d'avoir une opinion professionnelle d'un auditeur sur ;

- la situation de la gestion financière de l'ONG DEMI-E.
- la cohérence et l'efficacité des procédures internes pour l'autorisation des dépenses et la gestion financière de l'ONG DEMI-E. En vue d'améliorer la gestion financière et matérielle de l'ONG
- *Révision du manuel des procédures administratives et comptables*

Sous la facilitation d'un expert les membres du CA et l'équipe du secrétariat exécutif travailleront sur le manuel existant afin de l'adapter aux nouvelles orientations de l'ONG

##### *2. Elaboration d'un Plan stratégique pluri annuel 2013/2017*

L'ONG doit se doter d'un plan stratégique son dernier plan stratégique a couvert la période de 2003 à 2005. Ainsi en vue de redéfinir les grandes orientations stratégiques de l'ONG un nouveau plan stratégique est nécessaire. Il doit couvrir une période assez longue (2013 – 2017) pour permettre de mieux mesurer les résultats

##### *3. Capitalisation et diffusion des expériences de l'ONG*

En vue d'une meilleure visibilité de l'ONG ; l'ONG ciblera quelques expériences vécues et essayer de les capitaliser

4. *Elaboration des outils de planification, de suivi des activités et mise en place et l'entretien d'une base des données pour le suivi des activités*

Cette activité peut se tenir sous forme d'atelier pour l'équipe de l'ONG et concernera le Secrétaire Exécutif, les Chefs d'antennes et le chargé de suivi évaluation

5. *Organisation d'une rencontre des partenaires de l'ONG*

- Une rencontre avec les partenaires techniques et financiers au cours de l'année. L'ONG présentera les activités et les zones d'intervention par partenaires en vue de ressortir les points de complémentarités qui peuvent se dégager entre les partenaires.

6. *Participation de l'ONG à la semaine nationale de l'eau*

- Organiser une conférence sur l'accès à l'eau en milieu pastorale
- Animer un stand pour l'ONG

L'objectif visé est de mieux faire connaître l'ONG et aussi faire un plaidoyer pour l'hydraulique pastorale. La conférence peut être animée par des experts

7. *Ressources humaines :*

- Recrutement d'un comptable : le comptable actuel de l'ONG a trouvé d'autres opportunités et quitte l'ONG avant fin 2012.
- Un assistant chargé des programmes : Avec les nouvelles orientations de l'ONG, la nécessité de créer ce poste se fait sentir

8. *Ouverture antenne Dosso et un Point focal à Niamey*

L'ONG a plusieurs partenaires dont certains sont basés à Niamey. En vue de répondre aux différentes sollicitations importantes à l'ONG, une représentation à Niamey est nécessaire tout comme l'ouverture d'une antenne à Dosso avec le partenariat installé entre DEMI-E et Plan Niger

9. *Appui technique CARE (élaboration des outils de planification SE ; mise en place d'une base de données, Diagnostic de système de SE de l'ONG, et autres appui dont l'ONG ressentira la nécessité au cours de l'année)*

**10.** *Appui à deux communes du département de Kantché pour la gouvernance de l'eau (élargissement de la base constituante de l'ONG vers les personnes morales). L'ONG compte organiser des missions de sensibilisation/formation sur la gouvernance de l'eau:*

- Rencontre avec les maires en vue de les imprégner sur les objectifs visés par l'ONG (2 maires des communes du département de Matameye une des zones d'intervention de l'ONG ; seront approchés)
- Vérification de l'existence légale des CGPE et AUSPE dans les villages des communes identifiées,
  - Vulgarisation des textes portant régime de l'eau dans ces communes.

**BUDGET ANNUEL 2013**

| <b>NATURE DE L'ACTIVITE</b>  | <b>BUDGET PREVISIONNEL (CFA) .</b> | <b>Investissement</b> | <b>Accompagnement</b> | <b>FINANCEMENT</b>                  | <b>OBSERVATION</b>            |
|--|------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------------------------|-------------------------------|
| <b>PLAN D'ACTION</b>   |                                    |                       |                       |                                     |                               |
| Le projet « Appui à la Gestion durable des ressources naturelles (AGERN)»            | <b>34 500 000</b>                  | 31.050.000            | 3450000               | Initiative Eau OIF/FAP2 Commune III | Nouvelle phase en négociation |
| Facilitation dans le cadre du PASR   | <b>100 000 000</b>                 |                       | 100 000 000           | PASR/DANIDA                         | En cours                      |
| EA.FEC/MADAOUA   | <b>596257000</b>                   | 568990000             | 27267000              | UE .CARE<br>DANMARK                 | En cours                      |
| Facilité Eau UE dans le département de Matamaye                                      | <b>19000000</b>                    |                       | 19000000              | UE                                  | En cours                      |
| Mise à disposition d'un experts dans le cadre du partenariat DEMI-E – ZFD .Tillaberi | <b>1000000</b>                     |                       | 1000000               | GIZ                                 | En négociation                |
| PDP Diffa  | <b>40.200.000</b>                  |                       | 40.200.000            | CARE                                | En cours                      |
| Programme d'Appui à la Bonne Gouvernance PABEG B                                     | <b>40. 530. 000</b>                | 30000000              | 10.530.000            | DANIDA                              | Prend fin en février          |
| Prestation pour l'ATPC dans la zone d'intervention de PLAN NIGER .TILLABERY          | <b>30 975 000</b>                  |                       | <b>30 975 000</b>     | PLAN<br>NIGER                       | Convention signée             |
| Prestation pour l'ATPC dans la zone d'intervention de PLAN NIGER .Dosso              | <b>30 500 000</b>                  |                       | <b>30 500 000</b>     | PLAN<br>NIGER                       | convention signée             |
| Prestation pour l'ATPC dans la zone d'intervention de SNV .TILLABERY                 | <b>7 000 000</b>                   |                       | <b>7 000 000</b>      | SNV                                 | convention signée             |
| Prestation pour l'ATPC dans la zone  | <b>3500 000</b>                    |                       | <b>3 500 000</b>      | SNV                                 | Les négociations en           |

|  |                   |                   |                  |                        |  |
|--|-------------------|-------------------|------------------|------------------------|--|
| d'intervention de.SNV Zinder   |                   |                   |                  |                        | cours pour la signature de la convention |
| Projet Eau potable- Assainissement dans la commune de DOUNGASS   | <b>46000000</b>   | 39800000          | <b>6200000</b>   | WATERAID               | En cours                                 |
| Publi-reportage sur les activités de l'ONG   | <b>3 000 000</b>  |                   | <b>3 000 000</b> | DEMI-E                 | Sur fonds propre                         |
| Achat matériels informatiques  | <b>1970000</b>    |                   | <b>1970000</b>   | CARE                   |  |
| Préparation PDP II phase 2   | <b>1250050</b>    |                   | <b>1250050</b>   | CARE                   |  |
| Construction d'une salle de réunion pour l'ONG   | <b>13 000 000</b> | <b>13 000 000</b> |                  | DEMI-E                 | Sur fonds propre                         |
| <i>Réalisation d'un audit externe (organisationnel et financier)</i>   | <b>1.049.000</b>  |                   | <b>1.049.000</b> | <i>DEMI-E /PROGRES</i> |  |
| <i>Révision du manuel des procédures administratives et comptables</i>   | <b>600000</b>     |                   | <b>600000</b>    |                        |  |
| <i>Elaboration d'un Plan stratégique pluri annuel 2013/2017</i>  | <b>2 152 500</b>  |                   | <b>2152500</b>   | <i>CARE/DEM I-E</i>    |  |
| <i>Elargissement base constituante</i>   | <b>3000000</b>    |                   | <b>3000000</b>   | <i>Fonds propres</i>   |  |
| Appui technique CARE (élaboration des outils de planification SE et mise en place d'une base de données, Diagnostique de système de SE de l'ONG et Autres appui technique CARE (à la demande)) | <b>PM</b>         |                   |                  |                        |  |
| <i>représentation de l'ONG à Niamey (ouverture d'un bureau à Niamey)</i>   | <b>3600000</b>    |                   | <b>3600000</b>   |                        | <i>Fonds propres</i>                     |
| <i>Chargé de programmes</i>  | <b>2400000</b>    |                   | <b>2400000</b>   |                        | <i>Fonds propres</i>                     |
| Organiser une rencontre des partenaires de l'ONG   | 880 000           |                   | 880000           |                        | <i>CARE</i>                              |

|                                |                    |                    |                    |  |  |
|--------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--|--|
| <i>Sous total partenaire</i>   |                    |                    |                    |  |  |
| <i>Sous total fonds propre</i> |                    |                    |                    |  |  |
| <i>Total.....</i>              | <b>982.363.550</b> | <b>682 840 000</b> | <b>299.523.550</b> |  |  |

**Le Secrétaire Exécutif**